



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
12 septembre 2019

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

RETRAITES : NE NOUS LAISSONS PAS ENFUMER PAR MACRON

Après 18 mois d'une « concertation » sur un nouveau système « universel » de retraite menée par le « haut-commissaire » Delevoye, le gouvernement a finalement décidé de faire un nouveau round de rencontres, voire une « consultation citoyenne ». Pour commencer, tous les dirigeants syndicaux ont été reçus la semaine dernière par le Premier ministre, qui leur a répété qu'il voulait passer à un système de retraite « à points ».

En clair, le gouvernement retarde simplement son projet de quelques mois. Pour mieux nous enfumer avec la « nouvelle » méthode de son « acte II ».

Une « valeur » qui se dégrade...

L'essentiel pour Macron est de faire passer les retraites de base dans un système « par points », avec soit un âge « pivot » (64 ans en 2025), soit un allongement de la durée de cotisation pour avoir le taux plein. Selon Delevoye, ce système est plus juste car chaque euro cotisé donnerait le même droit à pension. Un tel système fonctionne déjà pour les retraites complémentaires : on acquiert des points en cotisant et la retraite versée est égale au nombre de points acquis multiplié par une somme, la valeur de service.

Sauf que, sur la durée, la cotisation pour acheter un point a augmenté plus vite que cette valeur de service qui, elle, suit au mieux l'inflation officielle. Résultat : d'année en année, pour les nouveaux retraités, une pension plus faible par rapport au dernier salaire. En parallèle, les retraites de base ont aussi baissé. Mais les systèmes par points permettent une adaptation plus rapide aux « aléas économiques », donc aux exigences du patronat, et c'est bien cela qui plaît à Macron.

Baisse des retraites pour tous ?

Pour la retraite de base, qu'il veut aussi désormais « par points », Delevoye parle aujourd'hui d'une valeur de service de 0,55 € par point acheté 10 €. Mais ce sera ajustable chaque année, avec une « règle d'or » fixant les dépenses de retraite à environ 14 % du PIB, alors même que le nombre de retraités va augmenter. Il est donc clair que les retraites vont baisser. Delevoye a bien imaginé neuf cas qui seraient gagnants... mais en cotisant pendant 44,3 ans !

Le collectif « reformesdesretraites.fr » a comparé la pension touchée, à carrières identiques, par un parent né en 1961 et son enfant né en 1990, partant

tous deux à la retraite à 64 ans. Pour un salarié proche du Smic, le montant de la retraite passerait de 81,6 % du dernier salaire pour le père, dans le système actuel, à 65,8 % pour le fils, dans le nouveau. Et vu le niveau du chômage et le développement de la précarité, il est probable que la baisse sera encore plus nette, puisque ce ne seront plus les meilleures années qui serviront de base de calcul mais toute la carrière.

Rappelons que, malgré les diverses exonérations de cotisations patronales de ces dernières années, le régime général de retraite est à l'équilibre. La réforme de Macron, en baissant les pensions versées, aura surtout pour effet de pousser les salariés qui en ont les moyens à cotiser à des retraites supplémentaires par capitalisation, placées en bourse. Avec le risque de tout perdre au prochain krach.

Contre la « retraite universelle » au rabais, à quand une mobilisation universelle ?

Ces dernières années les dividendes des actionnaires n'ont cessé de croître. Alors pas question d'accepter comme avenir une pension de misère à un âge plus tardif ! Pas question de cotiser plus longtemps pour une retraite plus courte et en moins bonne santé ! Macron et Delevoye veulent nous imposer une retraite « universelle » au rabais. Il est grand temps d'une mobilisation « universelle » contre eux, aux côtés des enseignants, des hospitaliers, des salariés en butte aux licenciements, à la précarité et aux bas salaires qui déjà manifestent leur colère.

FO et la CGT appellent pour la fin du mois à des manifestations contre la réforme des retraites qu'on espère les plus nombreuses possibles. Mais pour l'un c'est le 21, pour l'autre le 24. Alors, pour le « tous ensemble », il faudra s'en charger nous-mêmes, comme les Gilets jaunes, et avec eux, qui n'ont attendu l'appel de personne pour faire trembler le gouvernement.

Ménage de printemps en automne

Pour la venue de M. Girardon, l'usine a eu droit à un grand nettoyage, et toutes les machines en panne ont été sommées de faire semblant de fonctionner.

Les mauvaises langues feront peut-être remarquer que ce nettoyage avait un arrière-goût d'hypocrisie, puisque, ayant officié comme directeur du site il y a moins de 6 ans, notre visiteur pouvait deviner l'envers du décor...

Bye-bye

Les machines qui usinaient les collecteurs partent, vendues à un sous-traitant qui reprend l'activité. Il n'y a pas si longtemps, la direction vantait leurs performances : plus d'un million de pièces avec zéro défaut d'affilée. Ça ne les a pas sauvées...

Par Zeus, nous aussi on veut des DS !

Un article du *Canard Enchaîné* a récemment levé le voile sur la stratégie marketing de PSA pour doper les ventes de DS3 Crossback : prêter gratuitement des véhicules. Certaines marques le font avec des stars. Mais là, les « ambassadeurs » de DS sont des M. tout le monde, choisis par les concessionnaires pour la bonne image qu'ils sont supposés véhiculer dans leur entourage.

Pas besoin de vous fouler la tête, messieurs. Des gens de qualité prêts à rouler gratos en DS, vous en trouverez plein parmi nous.

Ventes en baisse ? Profits en hausse !

Les actionnaires aiment Carlos Tavares. Même en vendant 13 % de voitures en moins par rapport au 1^{er} semestre 2018, le groupe PSA gagne 20 % de profits en plus au 1^{er} semestre 2019, soit 2 milliards et 48 millions d'euros.

Il n'y a pas de magie là-dessous, mais notre travail à nous, toujours plus intense, à moins nombreux. PSA dégage 8,7 euros de bénéfices pour 100 euros investis. Tavares veut nous faire suer 1,3 euro de profit en plus pour le même investissement. La seule chose qui mettra un coup d'arrêt à cette course folle, c'est notre résistance.

Deliveroo : licenciement déguisé

Nassim Hamidouche a perdu son travail chez Deliveroo parce qu'il refusait la baisse brutale des tarifs à la course, payée 2,50 euros depuis juillet. Une perte de revenu de 50% sur deux ans pour les livreurs.

Avant 2016, ceux-ci étaient payés 7,50 euros de l'heure plus 2 à 4 euros par course selon l'ancienneté. Depuis, la plateforme a réduit 3 fois ses tarifs précarisant toujours plus les coursiers. Pour justifier ce

licenciement, Deliveroo prétexte un vol de repas.

En réalité, Nassim a été radié pour avoir organisé une grève. Le vrai voleur, c'est Deliveroo qui impose des salaires de misère à ses employés et voudrait qu'ils acceptent leur exploitation sans broncher.

Non aux suppressions de postes aux Finances Publiques !

Gerald Darmanin a annoncé 5800 suppressions de postes dans la Direction des Finances Publiques. Le prétexte de ces suppressions de postes est le passage au prélèvement à la source. Mais, ces simplifications supposées existent plus dans la bouche des ministres que dans notre réalité quotidienne. Avec moins d'interlocuteurs humains, ce sera plus difficile pour les gens ordinaires de s'en sortir avec les déclarations d'impôts et autres formalités administratives.

Pour les gens fortunés, par contre, ça fera moins de contrôleurs sur le dos.

Trop peu, trop tard

Après trois mois de mobilisation, la cheffe de l'exécutif du gouvernement de Hong-Kong a finalement annoncé le retrait définitif du projet de loi d'extraditions à l'origine de la crise. Mais cette annonce n'a pas suffi à calmer la colère des manifestants qui exigent maintenant une amnistie pour le millier de personnes condamnées et l'ouverture d'enquêtes contre les policiers qui ont tabassé des manifestants.

Le gouvernement chinois, de plus en plus inquiet que la contestation s'étende, cherche à isoler Hong-Kong du reste de la Chine, tout en préparant une éventuelle intervention militaire.

La population de Hong Kong n'a que sa détermination et son courage. Mais ils sont de taille. Et si les capitalistes chinois et hongkongais craignent quelque chose, c'est bien la contagion possible aux exploités de Chine continentale... et d'ailleurs !

Agenda : dans la rue les 20 et 21 septembre...

Un appel mondial à la grève en défense de la planète et du climat est lancé pour le vendredi 20 septembre. **Samedi 21 septembre, à 14h**, une **manifestation** partira de la place **Fontette à Caen**, appelée par plusieurs collectifs et syndicats.



... et le 24 septembre

En défense des **retraites**, rendez-vous au **SDIS** (caserne principale des pompiers), boulevard Maréchal Juin, **MARDI 24 SEPTEMBRE à 11H00**.